# Le centralisme des « Afrancesados »

*Gérard Dufour*

On connaît mal les "Afrancesados", leur personnalité et leur pensée politique. Seul un très petit nombre d'entre eux – sans doute, ni les plus importants de par les fonctions qu'ils exercèrent, ni les plus représentatifs du groupe — ont fait l'objet d'études biographiques sérieuses : Meléndez Valdés, qui n'avait guère la tête politique, Badía y Leblich, grand voyageur et homme d'action, qui ne s'interrogea guère sur les circonstances qui lui permirent d'assouvir sa soif d'aventures et Llorente, une girouette politique et un "savant canoniste", prêt à servir tous les hommes et tous les régimes, pourvu qu'ils satisfassent ses préventions "jansénistes" contre la Curie romaine [1]. Amorós, le plus dur et le plus impur des "Afrancesados" n'a malheureusement fait l'objet que de travaux limités [2] et attend toujours le thésographe qu'il mérite, tandis que des personnages de tout premier plan comme Urquijo, Azanza, O'Farril, Ramón de Arce, n'ont guère excité la curiosité des chercheurs, historiens ou hispanistes.

Cette absence de travaux biographiques sur des personnalités aussi éminentes est d'autant plus regrettable qu'après leur échec de 1813, les "Afrancesados" furent particulièrement prolixes : les divers mémoires, suppliques ou représentations qu'ils adressèrent à Ferdinand VII pour solliciter son pardon, les écrits qu'ils s'efforcèrent de divulguer pour prendre ensuite à témoin l'opinion publique de ce qu'ils estimaient être l'injustice de ce monarque ainsi que la littérature, aussi importante que diverse, de justification qu'ils propagèrent au début du "trienio liberal" cons-

tituent une "défense et illustration de l'*Afrancesamiento*" du plus haut intérêt. Mais ce n'est pas dans ces écrits que l'on peut retrouver — comme l'a cru M. Artola dans son étude, par ailleurs tout a fait remarquable sur *Los Afrancesados* [3] — la doctrine "*afrancesada*". Ouvrage de 1814, 1818 ou 1820, ils ne sont que le produit de la conjoncture dans laquelle ils furent produits : ils ne nous renseignent que sur cette époque, et nous ne pouvons leur accorder aucun crédit pour les temps précédents.

La question fondamentale qui reste donc posée est de savoir si, en 1808, ceux qui commirent à l'Assemblée dite Nationale de Bayonne leur premier acte d'"Afrancesados" avaient ou non une doctrine politique propre, un "projet *afrancesado*" pour l'Espagne. Le thème de ce Colloque ne me permettrait assurément pas d'aborder cette question si, précisément, l'un des rares éléments de réponse ne se trouvait dans le centralisme que voulurent imposer les "Afrancesados". Un centralisme espagnol que Napoléon, uniquement soucieux de centralisme impérial, se garda bien d'organiser, et que Joseph 1er ne tenta de mettre en place que bien tardivement.

On sait en effet que ce n'est que plus de deux mois après le décret impérial du 8 février 1810 qui séparait du reste de l'Espagne les provinces du Nord de l'Ebre pour en faire des sortes de marches françaises que, pour tenter de remédier à ce coup terrible qui ruinait les espoirs qu'il pouvait placer dans le succès de la campagne d'Andalousie, Joseph 1er promulga de Séville, le 17 avril de la même année, un décret divisant l'Espagne en trente-huit préfectures, parmi lesquelles étaient compris les territoires annexés par Napoléon. Or, cette mesure tardive, qui n'apparaissait que comme une tentative de contrecarrer — si faire se pouvait — la volonté impériale, n'avait cessé d'être demandée par les "Afrancesados" qui, en se rendant à Bayonne, la considéraient comme évidente et imminente.

Le premier document qui fasse état de l'abolition des circonscriptions de l'ancien régime et d'une division de l'Espagne en préfectures sur le modèle donné à la France par la Constituante est dû à Juan Antonio Llorente. Il s'agit d'un *Reglamento para la Iglesia española* que ce chanoine de Tolède adressa de Madrid à Napoléon, le 30 mai 1808, vraisemblablement sur les conseils de son ami Amorós, dans l'espoir d'attirer sur lui l'attention de l'Empereur et de se faire ainsi inviter à venir occuper l'un des sièges vacants de l'Assemblée de Bayonne. Une note, en français, accompagnait ce projet et mettait en lumière le zèle tout particulier que son auteur avait déjà manifesté à l'encontre des

privilèges des Provinces basques dans ses *Noticias históricas de las tres provincias vascongadas* publiées à Madrid, sur ordre du gouvernement, de 1806 à 1808 [4].

Dans l'exorde qui précédait son plan proprement dit, Llorente déclarait qu'il importait à la bonne organisation d'une monarchie que la division ecclésiastique du territoire en archevêchés et en évêchés fût conforme aux circonscriptions civiles qui devaient être organisées en provinces et départements. Que la division civile de l'Espagne présentait le plus grand désordre en raison des différences de législations des anciens royaumes qui formaient les actuelles provinces. Et qu'il convenait donc d'uniformiser la législation après avoir créé des provinces correspondant aux diverses régions géographiques du royaume, provinces qui seraient elles-mêmes divisées en départements qui porteraient, tout comme les provinces, non pas des noms de fleuves, de montagnes ou d'anciens royaumes, mais celui de leur ville principale. Chaque capitale de province serait siège d'une cour d'appel, d'un archevêché, d'une préfecture et d'une région militaire. Chaque chef-lieu de département, d'un tribunal de première instance, d'un évêché, d'une sous-préfecture et, pour l'armée, d'un groupement. Chaque évêché ou département posséderait un hôpital pour les hommes et un autre pour les femmes, un hospice pour vieillards et infirmes, une maison d'enfants trouvés, une maison de frères de la Charité pour soigner les malades, et une maison pour l'éducation des jeunes filles. Suite à ces postulats, Llorente proposait une division de l'Espagne en quinze provinces dont la première, capitale du royaume et siège de l'Eglise primatiale d'Espagne, était Madrid, et les autres Tolède, Saragosse, Barcelone, Valence, Grenade, Séville, La Corogne, Oviedo, Pampelune, Burgos, Valladolid, Caceres, Majorque et les Canaries, chaque province, à l'exception de Madrid, comprenant plusieurs départements dits subalternes, dont le total s'élevait à soixante-cinq [5].

Il est piquant de noter que ce n'est en fait qu'un "provincialisme" religieux, un désir d'autonomie de l'Eglise d'Espagne face au centralisme oppresseur de la Curie romaine qui poussait Llorente à proposer ce centralisme dans lequel Madrid aurait été à la fois capitale politique, administrative et religieuse du royaume. Mais plus important est de remarquer qu'alors qu'il juge nécessaire d'entrer très avant dans les détails de l'organisation de l'Eglise d'Espagne qui serait bâtie sur ce système, à aucun moment il n'estime utile de justifier cette nouvelle division territoriale. Une division, *stricto sensu* révolutionnaire pour l'Espagne. Et quand je dis révolutionnaire, j'entends qui tendait à imposer

à l'Espagne les mesures les plus importantes adoptées par la Constituante : la division départementale elle-même ainsi que l'allignement des diocèses sur les départements, condition première d'une constitution civile du clergé, certes. Mais aussi les mesures ou projets philanthropiques, dont Llorente et ses amis avaient pu avoir connaissance par la lecture du très célèbre *Evangelio en triunfo* d'Olavide [6]. Car la tonalité de ce projet est plus révolutionnaire qu'impériale et il ne s'agissait nullement d'aligner l'Espagne sur le modèle français de l'époque : il suffit, pour s'en convaincre, de songer à cette double division, en provinces et en départements, que prônait Llorente, une division qui avait déjà été proposée à Napoléon sous le Consulat par le préfet Shée, mais qu'il n'avait pas approuvée [7].

L'absence de toute justification pour un système que l'Empereur aurait pu approuver dans ses grandes lignes, mais qu'il n'aurait nullement adopté en l'état, la naïveté avec laquelle Llorente exposait ses prémisses comme s'il s'agissait d'évidences, prouvent à tout le moins que pour lui et ses amis — j'entends par là, le groupe formé autour d'Amorós — l'objet fondamental de l'Assemblée de Bayonne était bien de promouvoir une réforme des circonscriptions territoriales qui entrainerait *ipso facto* une unification de la législation et permettrait l'application des réformes jugées nécessaires tant dans le domaine religieux qu'au niveau d'une meilleure assistance des deshérités.

Llorente en était d'ailleurs si bien persuadé qu'avant de se mettre en route pour Bayonne, où le fit appeler le duc de Cadore, ministre des Relations Extérieures de l'Empire français, il prépara un discours sur les armoiries que devrait adopter le nouveau souverain, le *Discurso heráldico sobre el escudo de armas de España* qu'il publia par la suite à Madrid en 1809 [8]. Or, bien que cette question eût déjà été débattue avant son arrivée à Bayonne, il tint à lire ce travail dans lequel il proposait que le nouveau roi prît comme armoiries un écu de gueule encadré de deux colonnes d'argent, l'une à droite, soutenant l'hémisphère de l'ancien monde avec l'inscription "*Non plus ultra*", l'autre, à gauche, avec l'hémisphère du nouveau monde et l'inscription "*Plus ultra*", le tout surmonté d'un soleil sur fond d'azur qui illuminait les deux hémisphères. Vanité d'héraldiste qui peut faire sourire, certes. Désir, manifeste de se faire remarquer de ses nouveaux maîtres, certes également. Mais au delà de ces puérilités, il y avait chez Llorente la volonté d'effacer de sur les armoiries royales toute connotation provinciale et tout souvenir des anciens royaumes et de participer ainsi, par ce symbole, à la création et à la proclamation d'un

"esprit national" [9]. Espoir déçu, puisqu'il ne fut pas écouté par le nouveau Roi [10]. Tout comme fut déçue l'attente d'une nouvelle division administrative du royaume, puisque la seule nouveauté apportée en ce domaine par la Constitution de Bayonne avait trait à l'élection des députés aux Cortès qui devaient être désignés par les provinces à raison d'un député pour trois cent mille habitants, ce qui entrainait la création d'arrondissements d'élection [11]. Tout comme fut déçu, aussi, l'espoir d'une réforme de l'ordre judiciaire et de son implantation régulière sur tout le territoire national, puisque l'article 103 du titre XI de la Constitution se contentait d'affirmer vaguement que "le nombre des tribunaux de première instance serait déterminé selon les besoins des localités" et que "le nombre des cours d'appel... serait de neuf au moins et de quinze au plus" [12].

Indispensable à la réforme profonde de la société espagnole souhaitée par les "Afrancesados", la nouvelle organisation administrative du royaume qu'ils avaient vainement proposée à Bayonne pouvait cependant être un atout politique important pour la sauvegarde de son indépendance pour un souverain qui, bien qu'haï par la plupart de ses sujets, n'en souhaitait pas moins être leur roi, plutôt que le valet de son frère. Aussi n'est-il pas étonnant que ce soit au lendemain de ce 6 novembre 1808 où Napoléon, entré en Espagne à la tête de la Grande Armée, prononça devant Joseph et ses ministres un discours à l'effet déplorable au cours duquel il insista longuement sur la nécessité d'établir un système commun entre la France et l'Espagne [13] que le souverain "intrus" chargea la tête pensante des "Afrancesados", Amorós, de lui présenter un mémoire sur la division de l'Espagne en départements.

Un peu surpris de se voir confier un tel travail dans de telles circonstances, puisque Joseph songeait à appliquer une réforme de la division territoriale à l'ensemble de l'Espagne alors qu'il n'était même pas en mesure de règner sur la capitale, Amorós n'en déclarait pas moins dans le projet qu'il fit tenir à son maître, de Burgos, le 10 novembre, que rien n'était plus urgent que d'établir de nouvelles circonscriptions administratives et de jeter à tout jamais dans l'oubli les termes de "provinces" et d'"intendances" qui, selon lui, n'évoquaient que le fanatisme et la rébellion, l'anarchie et le désordre. Avec cet homme d'action, nous voyons clairement exprimée une autre cause du centralisme des "Afrancesados" — qui, bien que moins explicitement, n'était d'ailleurs pas absente du projet de Llorente, qui n'avait pas oublié de faire une place à l'armée dans son organisation administrative

et religieuse du royaume – : le souci du maintien de l'ordre. Dès les premières manifestations d'hostilité au changement dynastique, les "Afrancesados" les avaient en effet comparées à la chouannerie [14]. Loin de le considérer comme un mouvement national, ils ne voyaient dans le soulèvement – pour eux, en fait, *les* soulèvements – qu'une somme de mécontentements régionaux et d'expressions de particularisme. Une thèse, d'ailleurs, qu'il serait bon de vérifier pour en déterminer la part de bien-fondé et les limites, et qu'Amorós, dans ce mémoire, ne se faisait pas faute de développer en affirmant que l'on venait de voir tout le mal qu'avait causé le fait qu'il y eût tant d'Aragonais, d'Andaloux, de Vizcaïens ou de Valenciens, et si peu de "véritables Espagnols".

Avec ce travail au demeurant essentiellement technique dans lequel Amorós, se fondant sur la répartition numérique de la population proposait de diviser l'Espagne en trente-huit préfectures [15], Joseph 1er disposait des éléments qui permirent la rédaction du fameux décret du 17 avril 1810. Un décret qui venait bien tard après la séparation des provinces du Nord de l'Ebre, une opération au cours de laquelle Napoléon joua délibérément sur le nationalisme catalan pour tenter de susciter un "*afrancesamiento*" catalan opposé à l'"*afrancesamiento*" castillan des collaborateurs de son frère puisque, dans une lettre au duc de Feltre, Clarke, datée du 21 février 1810, il lui recommandait de faire arborer en Catalogne, à la place du drapeau espagnol, et le drapeau français et le drapeau catalan, tout comme, ensuite, Augereau crut habile de faire traduire ses proclamations dans la seule langue catalane, de faire publier en catalan le *Diario de Barcelona*, et d'affirmer hautement, toujours en catalan que "la nation catalane allait renaître de ses cendres" [16].

Cette exploitation du sentiment national catalan permit certes au duc de Castiglione de gagner à la cause impériale un petit nombre de zélateurs, parmi lesquels se détache la figure du corrégidor Tomás de Puig [17]. Mais elle mit surtout clairement en évidence l'erreur des "Afrancesados" joséphistes qui avaient cru que l'Empereur avait effectivement l'intention, comme il l'avait dit, de "régénérer la vieille Espagne". Et sans doute est-ce dans cette profonde déception qu'il convient de chercher l'origine des jugements, changeants, certes, mais parfois très durs, qu'il leur arriva de porter, après leur débâcle, sur le manque de sens politique de Napoléon, alors qu'ils parlèrent toujours avec respect de leur ancien souverain [18].

Car, quelque soit le jugement que l'on puisse porter de nos jours sur le centralisme et les divers nationalismes, tout homme de

progrès, que ce fût à la cour de Joseph ou aux Cortès de Cadix, souhaitait alors une réorganisation du territoire espangol qui fît disparaître toute législation particulière et permît la diffusion et la mise en application rapide et simultanée dans tout le royaume des lois nouvelles. La Constitution de Cadix, pas plus que celle de Bayonne, n'établit une nouvelle division du territoire. Mais elle en prévoyait expressément la nécessité et affirmait que cette nouvelle division administrative serait établie et appliquée dès que les circonstances politiques le permettraient [19].

Il y avait donc, sur ce point, entier accord entre ceux que Llorente nommera plus tard les "Constitutionnels de 1808" et les "Constitutionnels de 1812" [20]. Un accord si parfait qu'en juillet 1820, Llorente, qui avait beaucoup appris pendant son exil parisien, mais sans avoir rien oublié, n'hésita pas à consacrer l'un des numéros, le sixième, d'une publication périodique qu'il faisait alors paraître en Espagne, les *Conversaciones entre Cándido y Prudencio*, à l'exposé d'un projet d'une nouvelle division du territoire espagnol [21]. Seule démarcation de son ancien "*afrancesamiento*", il ne parlait plus du tout de départements, mais seulement de provinces. Mais de provinces qui devaient toujours être désignées par le nom de leur capitale, car il s'agissait toujours pour lui de supprimer jusqu'aux noms qui pouvaient rappeler un sentiment régional susceptible d'empêcher la formation d'un véritable esprit national. En revanche, il réduisait cette fois les nouvelles circonscriptions au nombre de trente-cinq. C'est que peu lui importait, en fait, que l'on adoptât telle ou telle division, pourvu qu'elle fût nouvelle, c'est-à-dire qu'elle fût susceptible de mettre un terme à tout particularisme comme, pensait-il, cela s'était définitivement produit en France où l'oeuvre révolutionnaire n'avait, sur ce point fondamental, pu être remise en cause par la Restauration bourbonnienne [22].

Deux ans plus tard, le 29 janvier 1822, les Cortès décidaient la division de l'Espagne en cinquante-deux provinces qui devaient être désignées par leur nom de leur capitale : les libéraux, finalement, avaient repris à leur compte la théorie de leurs anciens adversaires. Mais, comme celui du 17 avril 1810, ce décret du 22 janvier 1822 arrivait bien tard. Car s'il est exact que, comme l'affirme Colmellas [23], dont les conclusions doivent toutefois être sérieusement nuancées, que la contre-révolution, pendant le "*trienio liberal*", eut un appui, voire parfois une origine populaire, c'est assurément dans les sentiments particularistes, ou peut-être même nationalistes, de certaines régions qu'il convient d'en chercher la cause. Car, au début du XIX$^{e}$ siècle, nationa-

lisme (au singulier) et libéralisme vont de pair. Dans leur désir de voir l'Espagne s'engager sur la voie des réformes, les "Afrancesados" furent les premiers à percevoir cette vérité politique indiscutée des années 1820. Mais en adeptes du despotisme éclairé qu'ils étaient, ils s'imaginèrent que des mesures purement administratives — nous dirions aujourd'hui, technocratiques - imposées par l'élite à l'ensemble de la population, étaient susceptibles de créer un esprit national. Sans évoquer la faute, par trop évidente pour tous, sauf pour eux, d'avoir voulu établir cet esprit national en fondant le droit sur une force militaire étrangère, l'erreur fondamentale des "Afrancesados" fut de confondre Nation et élite. Car de ce fait, même si, techniquement, leurs projets n'étaient guère différents du plan adopté par les Cortès en 1822, alors que ces dernières pouvaient légitimement espérer ainsi créer cet esprit national dont, jugeaient-elles, l'Espagne avait besoin, les "Afrancesados", eux, ne pouvaient qu'aboutir à l'établissement d'un centralisme, dont le seul bénéficiaire eût finalement été le monarque, quel qu'il fût.

DOCUMENT

## DIVISION NUEVA DE LA ESPANA EN DEPARTAMENTOS

**Trabajado en Burgos por orden del rey el dia**
**16 de nov^e de 1808 por D^n Franco Amoros**

(N.B. Pour la retranscription de ce document, conservé aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères, à Paris, sous la cote Espagne. *Mémoires et documents* 152 – doc. 43, fol. 123-128 – nous respectons l'orthographe du texte original).

fol. 124 Observaciones sobre la Nueva Division del Territorio de España

Entre los muchos errores y desordenes civiles q^e se observaban en la antigua constitucion de España era uno de los mas clasicos la division de sus provincias e Intendencias. Veianse confundidas e intercaladas las jurisdicciones de unas con otras, embarazando las providencias y estorbando el bien de los pueblos. La Provincia de Valladolid estaba separada en tres trozos, la de Toro en otras tantas y asi de otras muchas. Los limites naturales de los rios y montes se seguian en algunos casos p^a demarcar las Provincias, p^o se abandonaban a cada paso, y nos habia refla fixa q^e determinase otros limites.

Un Reyno como el de Galicia tenia mas de un millon y cien mil habitantes ; otro, como el de Jaen solo contava doscientos mil : en fin, era un compuesto monstruoso de miembros etereogenos que antes fueron cuerpos independientes, y que reunidos despues por conquistas, casamientos de Reyes o herencias, se conservaron qual estaban, sin que el Gobierno echase de ver su diconformidad ni procurase devanecerla.

Pera se ha llegado el dia de que se remedien este y otros males de la misma gravedad. Nuestro buen Rey no piensa en otra cosa, ni sus leales españoles dejaran de esforzarse a realiviar sus liberales ideas. Asi pues la nueva division de la peninsula es lo que mas urge, p$^{r}$ que es la base sobre la que se han de fundar las demas providencias e instituciones.

Toda la Europa conoce el significado de la voz *Departamento* y en españa no es nueva, pues se aplicaba a los de marina.

Parece por lo tanto que deve preferirse esta frase por las nuevas divisiones, olvidando para siempre la de provincias e Intendencias que no recuerdan por su parte mas q$^{e}$ fanatismo y sedicion, y por otra anarquia y desorden. En estos momentos se ha visto el mal que ha producido que hubiese tantos Aragoneses, Andaluzes, vizcainos, Castellanos y Valencianos y tan pocos Españoles verdaderos. Si se distinguieren los departam$^{tos}$ por los nombres
fol. 125 de los rios y montes se incurriria tambien en el inconveniente de poder tener varios departamentos de un mismo titulo, pues todo los q$^{e}$ se hallan a la izquierda y derecha del Ebro podian llamarse Departam$^{to}$ *del Ebro*, y asi de otros casos. Para evitar esta irregularidad y embolver en un signo dos ideas se deve distinguir por el nombre de las capitales, y de este modo se save qual es el Departamento y la residencia del Perfecto (*sic*) al mismo tiempo.

De esta regla solo debe exceptuarse en Espagna (*sic*) el Departam$^{to}$ de las islas de Mallorca, Menorca e Ibiza, que por ser tan diferentes p$^{o}$ reunidas baxo la denomicacion de *las baleares*, debe ser su nombre, y no el de *Palma*, que es la capital de Mallorca.

Probada anterioramente (*sic*) la irregularidad de la subdivision del territorio de España, y siendo un principio de buena politica que toda innovacion debe tocar por el mayor num$^{o}$ posible de puntos al estado precedente de cosas, si se quiere facilitar su execucion y exacto cumplim$^{to}$, es de inferir las muchas dificultades que envolvera una division diferente y mas careciendo de las infinitas noticias y cartas que seria preciso consultar p$^{a}$ hacerla bien. A pesar de esto pueden establecer/ciertos principios generales, por medio de los quales se aproxime esta obra a la perfeccion, dexando la posibilidad de rectificarla mas adelante. Algunos de otros principios quedan ya sentados y pueden añadirse los siguientes.

Para gobernar desiertos no es menester empleados ni mucha sabiduria ; para gobernar un numero proporcionado de hombres es preciso tener alguna, y para gobernar grandes masas se encuentran mui pocos sugetos. Siguese de aqui que el n$^{o}$ de habitantes debe ser el que ha de fijar la extension de un Departam$^{to}$, y que no debe ser mui considerable. En España, donde puede decirse q$^{e}$ todo esta por hacer, tendran mas q$^{e}$ trabajar los Prefectos que en qualquiera otra Nacion, y el que conoce la gravedad vera que seria imposible desempeñasen (*sic*) si se extendiese mucho su jurisdiccion. Si del aprovechamiento de todos los elementos posibles producentes depende la riqueza de un pais ¿ que no tendran que hacer en España los Prefectos donde desde
ol. 126 el preciso tiempo hasta las las riquezas que ofrece espontaneamente su fe-

cundo suelo, todo se desperdicia por la ignorancia de unos, la desidia de otros, y la mala fe de infinitos ?...

Podrian añadirse otras muchas reflexiones pero parecen suficientes las expuestas para probar que los Departamtos no deven exceder mucho de 300 = almas y que mas vale tener 38 bien gobernados que 10 = o 20 = mal dirigidos. Si se objetase contra ese plan la observacion de qe seria mui costoso, puede responderse qe el argumento de riqueza qe ha de dar el mejor regimen de esta subdivision compensara superabundantemte los gastos que exige y que nuestro antiguo regimen no era tan economico como se cree, pu algunos Intendentes juntaban mas de 200 = rs al año y ninguno de los de Provincia baxaba de 50 = o 60 mil. Hariendose (*sic*) Prefecturas de 1a clase todas las que excediesen de 300 = almas y de 2a clase la que no llegase a este numo podrian dotarse las 1as con 100 = o 120 = rs y las 2as con 60 = u 80 = rs lo cierto es que para todas convinaciones pueden adoptarse muchos temperamentos, pero si se falta a los principios fundamentales que exige/un buen gobierno y la seguridad de los resultados no podra conseguirse el fin que se desea.

Con todas estas consideraciones a la vista, he procedido a la nueva division y han resultado las operaciones que siguen. En Cataluña tenemos 858.870 habitantes segun el censo de 1797 y debe haber tres departamtos 1o el de Barcelona, 2o el de Solsona, 3o el de Tortosa ; el Llobregat, la frontera de Francia y la costa del Mediterraneo forman la periferia del 1o ; La Noguera Ribagorzana, la misma frontera de Francia, el Llobregat, parte del Segre y del Rio Cardona la del 2o y la Costa, el Rio Ebro, parte del Segre y otra del Cardona y Llobregat parte (*sic*) del 3o. Asi quedaran tres Departamentos con los limites naturales, y muy semejantes en extension y numo de habitantes. El Reyno de Aragon tiene 657.376 almas : el Rio Ebro corre por su centre y proporciona dos Departamtos : uno de Huesca no 4 y otro de Zaragoza no 5 ; po como este resultaria demasiado grande y los terminos de Albarracin y Teruel distarian mucho de la capital, y estan separados por una cordillera de montes se han agregado al Departmto de Segorbe no 19 qe esta enclavado en el Reyno de Valencia. Del Reyno de Navarra se ha echo el Departamento de Pamplona no 6 dandole el limite/

fol. 127 Del Ebro por una parte, los pirineos pr otra, y las fronteras de Aragon, y las Provincias Bascongadas por las dos restantes. Este Departamto tendra unos 221.728 habitantes, pr el corto terreno qe se le quita en la parte meridional del Ebro no disminuira mucho este no. De las 3 provincias Bascongadas qe juntas componen 283.450 habitantes, se ha formado el Departamto de Vitoria no 7 ; verificando sus limites formados pr el Ebro, la costa del oceano, las fronteras de Navarra y las Montañas.

El condado de Tribiño (*sic*) qe antes pertenecia a Castilla pasa a ser parte integrante del Departamto de Vitoria. En las montañas se ha formado el Departamto de Santander no 8, qe tiene por limites la costa del oceano, parte del Ebro y las fronteras de los Departamtos de Obiedo, Leon, Valladolid, Burgos y Vitoria. No puede fijarse el no de habitantes qe le corresponden, po pasaran de 200 =, pues toma una parte de terreno qe antes tenian las Asturias y otra del Departamto de Burgos no 16. El Departamto de Oviedo no 9 ocupa parte del Principado de Asturias, en el qual se cuentan 364.238 habitantes, y queda/mas reducido por la cesion de territorio que hase el de Santander. La Rioxa merecia erigirse en Departamto, asi que tiene unos limites naturales muy oportunas (*sic*) como pr qe puede recivir de los Depar-

tamtos de Burgos y Soria el nº de habitantes formando estos sus limites con el Ebro y una parte del Departamtº de Zaragoza. La Poblacion de Galicia qe asciende a 1.142.630 habitantes ha permitido formar en este Reyno 4 Departamtos el de Santiago nº 11, el de Orense 12, el de Tui 13 y el de Lugo, 14.

La carta manifiesta sus limites respectivos siendo uno de ello (*sic*) el Reyno de Portugal. El Reyno de Leon ha proporcionado formar el Departamtº nº 15 y parte de los de Santander, Logroño y Valladolid.

La Provincia de Zamora y la de Toro unidas componen la suma de 168.771 habitantes y se ha formado el Departamento de Zamora nº 17, corrigiendo la mala distribucion de sus antiguos limites. Las Provincias de Valladolid y Palencia juntan 305.454 habitantes y con ambas se ha formado
fol. 128 el Departamtº nº 18. El Reyno de/Valencia que reune 825.059 moradores ha permitido formar 3 Departamentos, el de Segorbe nº 19, el de Valencia nº 20, y el de Alicante nº 21 : se ha aprovechado las corrientes de Guadalaviar, del Xucar y del Segre para determinar sus limites, igualando en lo posible la extension de cada Departamtº. De las islas baleares se ha hecho con este titulo el Departamento nº 22 qe consta de 187.979 habitantes. La Provincia de Salamanca forma el Departamtº nº 23 con 209.988 almas. La de Segovia y la de Avila reunidas componen el Departamtº de Segovia nº 24 con 282.068 habitantes. El departamtº de Scria nº 25 tiene 198.197. El de Madrid unido a la Provincia de Guadalajara forma el Departamtº nº 26 con 349.635 habitantes El Departamtº de Toledo nº 27 conterdria 370.641 habts si se dejase qual esta la Provincia pº se ha dado una parte al de Palencia.

El Departamtº de Cuenca nº 28 tiene 294.290 moradores. En Extremadura se han formado dos Departamtos pues tiene 428.493 habitantes, uno con el nombre de Plasencia nº 29 y otro con el de Badajoz nº 30. De la Mancha, se ha formado el Departantº de Ciudad R l nº 31 con 205 = habitantes, cediendo una parte de su territorio al de Cordova, y adquiriendo otra del de Murcia este Departamtº nº 32 tendria 383.226 habitantes pues tal es la Poblacion del Reyno/de este nombre, y asi ha cedido parte de su territorio al Departamtº de Ciudad R l. El de Cordova nº 33 tiene 425.028 habits y los qe adquiere de Ciudad R l.

El de Jaen con el nº 34 tiene 206.807 moradores. El Reyno de Granada ha permitido formar el departamtº de Granada nº 35 y el de Malaga nº 36 pr qe reune 632.924 almas. En el Reyno de Sevilla se han exigido dos Departamtos el de Sevilla con el nº 37 y el de Xerez nº 38, pues cuenta 746.225 habitantes.

Algunos de estos Departamtos se hallan en tales circunstancias que exigirian Sub-Prefecturas, como por exemplo en el de Sevilla, la de Sanlucar de Barrameda ; en el de Xerez la de Cadiz ; en Cordova, la de Sierra Morena, y en Victoria (*sic*) la de Bilbao y Sn Sevastn pa el mejor gobierno de Vizcaya y Guipuzcoa ; pero estas disposiciones dan mas tpo y pueden executarse despues de nombrar y oir el dictamen de los Perfectos (*sic*).

Los Departamtos maritimos del Ferrol, Cadiz y Cartagena conservaran los propios titulos pus estas Ciudades son muy a proposito pa ser capitales de ellos, mas no pa serlo de Perfecturas (*sic*) y probaria esta asencion si fuese necesario.

Tales son las ideas que me han dirigido pa formar este plan cuya perfeccion no es obra del momento y mucho menos de mis cortas luces.

Lo hago por obedecer a mi Soberano y acreditarle mis ardientes deseos de servir a V.M.

## DEBAT

La communication sur *Le centralisme des "Afrancesados"* a suscité un certain nombre de demandes précisions, quelques réserves et surtout une réflexion sur le caractère révolutionnaire ou non des événements qui se déroulèrent en Espagne pendant la Guerre d'Indépendance.

L'auteur de la communication a été ainsi amené à préciser, à la demande de J.R. Aymes, que le terme de "province" employé par Llorente dans son projet de réforme ne recouvrait nullement un quelconque pouvoir régional, mais correspondait uniquement à une organisation administrative destinée à transmettre le plus efficacement et le plus rapidement possible les ordres du souverain à ses sujets.

De même, pour répondre à J. Kieniewicz, qui souhaitait revenir sur le concept du "*nación*" à cette époque et les rapports entre "nation" et "élite" chez les "*Afrancesados*", rappela-t-il le double emploi, géographique (= l'Espagne) et politique du terne "*nación*" chez les *Afrancesados*", pour lesquels "la opinión nacional" (qu'ils invoquaient tant !) ne se distinguait pas de celle des corps constitués ou des "intellectuels", tandis qu'au contraire, à Cadix, la "nation espagnole" était précisément constituée par ceux qui luttaient contre l'envahisseur étranger, c'est-à-dire essentiellement le peuple, qualifié de "*plebe*" ou "*canalla*" par les "*Afrancesados*".

Ces mêmes "*Afrancesados*" ont suscité la curiosité de Ma. Villapadierna qui souhaitait connaître leur origine sociale. Une origine qu'il convient sans doute de rechercher parmi les "professionnels de l'*ilustración*" : tous ceux qui, au cours de la fin du siècle précédant, cherchaient à tirer profit de leur savoir, en particulier dans le domaine historique, en le mettant au service du pouvoir.

Selon E.J. Miralles Garcia, cette origine "*ilustrada*" des "*Afrancesados*" n'a précisément pas été assez mise en valeur au cours de l'exposé, alors que c'est elle qui explique la même préoccupation centraliste des partisans de la constitution de Bayonne et de celle de Cadix. Toutefois, pour l'auteur de la communication, qui ne méconnaît point les racines "*ilustradas*" de l'"*Afrancesamiento*", la convocation aux Cortès de Bayonne par le despote éclairé qu'était, par excellence, Napoléon, permettait à ces "*ilustrados*" de passer de projets (dont bien peu, finalement, furent appliqués au cours de la période dite "des lumières") à un réel changement en profondeur : il y a loin du concept d'une constitution telle que l'entendait Jovellanos (i.e. l'esprit des lois fondamentales du royaume) à une constitution nouvellement élaborées telles que celles de Bayonne puis de Cadix. Pour cette raison on ne saurait faire ni des "*Afrancesados*" ni des Libéraux de simples "*ilustrados*".

M.C. Lecuyer, pour sa part, aurait souhaité plus d'informations sur l'"*afrancesamiento*" catalan. Le profit que pouvaient avoir certaines classes dans la spéculation ne les aurait-il pas poussé à se rallier ? Pour J.R. Aymes – qui, par ailleurs avait antérieurement rappelé l'attitude de Vice-roi de Navarre protestant contre sa destitution, c'est-à-dire, en fait, contre l'uni-

formisation des structures régionales dont il se faisait ainsi le défenseur et qui aurait aimé connaître d'autres exemples d'une telle attitude — il ne saurait y avoir de doute : l'annexion ou tentative d'annexion de la Catalogne s'est bien accompagnée d'une collaboration économique et commerciale, la Catalogne existant alors en tant que telle.

Enfin, *last but nos least*, une large part du temps de discussion aura été consacré à l'examen du concept de révolution. L'absence de conscience nationale est-elle due à une absence de révolution préalable, comme l'affirme J.F. Botrel ? Ne faut-il pas parler de révolutions au pluriel, en distinguant révolution politique (le fait même des deux constitutions, de Bayonne et de Cadix) et une révolution populaire avortée ou dévoyée ? Quel était le contenu de ces révolutions, en particulier quant à la question si fondamentale de la possession de la terre, comme le souligna C. Serrano ? L'ampleur même de ces questions, le nombre des faits cités et des arguments invoqués ne permettent malheureusement pas de leur accorder dans un compte rendu dont la brièveté est impérative un développement semblable à celui qu'ils occupèrent et au cours de la discussion officielle, et dans les enrichissantes pauses-café que les organisateurs avaient su si judicieusement prévoir dans ce Colloque.

## NOTES

1. G. Demerson, *Don Juan Meléndez Valdés et son temps (1754-1817)*, Paris, 1962 ; Anny García-Wehbé, *Contribution à l'étude biographique de Domingo Badia y Leblich (présentation de documents). Thèse pour le Doctorat de spécialité (troisième cycle)*, exemplaires ronéotypés, Université Paul-Valéry-Montpellier III, 1973 ; G. Dufour, *Juan Antonio Llorente en France (1813-1822), contribution à l'étude du libéralisme chrétien en France et en Espagne au début du XIX^e siècle*, thèse pour le doctorat d'Etat, Paris-Sorbonne (Paris IV), 1979. non encore publiée.

2. Marcel Spivak, "Le Colonel Francisco Amorós y Ondeano, marquis de Sotelo, 1770-1848" in *Education physique et sport* n° 106 (1970) p. 51-54 et n° 107 (1971), p. 37-42.

3. *Los Afrancesados, Prólogo de G. Marañón*, Madrid, 1953.

4. *Noticias de las tres provincias vascongadas en que se procura investigar el estado civil antiguo de Alava, Guipúzcoa y Vizcaya y el origen de sus fueros, por el dr. D. Juan Antonio Llorente, presbítero, canónigo de la Santa Iglesia primada de Toledo, académico correspondiente de la Real Academia de la Historia*, Madrid, imprenta Real, 5 vol. in-8°, 1806-1808.

5. Nous avons publié ce document — conservé à Paris, aux Archives Nationales sous la cote AF IV 1609 (plaquette 6) — dans notre thèse, p. 722-739.

6. Cf. notre thèse de troisième cycle, *Recherches sur el Evangelio en triunfo de Pablo de Olavide*, Paris 1966 (exemplaires ronéotypés déposés à la bibliothèque de la Sorbonne et à l'Institut d'Etudes Hispaniques de Paris), p. 135-147.

7. Cf. J. Godechot, *Les Institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, 2ème édition, revue et augmentée, Paris, 1968, p. 589.

8. *Discurso heráldico sobre el escudo de armas de España, leído en la Asmablea nacional española que se celebró en la ciudad de Bayona imperio de Francia en el mes de julio año 1808. Lo publica su autor d. J.A.L. para*

*ilustración del Real Decreto de S.M. relativo al mismo objeto*, Madrid, imprenta de don Tomás Albán y compañía, in-16, 51 p.

9. Cf. les propos de Llorente dans sa *Noticia biográfica... o Memorias para la historia de su vida escritas por él mismo*, Paris, Bobée, 1818 : "Procuré persuadir que hasta entonces no había existido excudo de armas de la España en general, que la perpetuidad de tales objetos como significativos de familias, de pueblos o de naciones no eran más antiguos que las guerras de Cruzada en Oriente, y la España entonces no era monarquía" (p. 128)... "Expusé los fundamentos de esta opinión y sus ventajas para crear espíritu nacional en lugar del provincial" (p. 130).

10. Cf. *ibid.* p. 130-131.

11. Art. 67, titre X : "Des Cortès", p. 101 de l'édition critique de P. Conard, *La Constitution de Bayonne (1808)*, Lyon, 1909.

12. *Ibid.*, titre XI : "De l'ordre judiciaire", article 103, p. 121.

13. Cf. J. Mercader Riba, *José Bonaparte rey de España, 1808-1813, historia externa del reinado*, Madrid, C.S.I.C., 1971, p. 75.

14. Cf. Llorente, deuxième *Carta de un español liberal* (1808) (Archives Nationales AF-IV 1609, plaquette 7, et reproduite dans notre thèse p. 750 sq.) : "Las guerras de Vendée y de departamentos confinantes de la Francia por sostener el partido de Luis XVIII contra las autoridades constituidas en Paris deberían servir de escarmiento para nuestras provincias".

15. Ce document est conservé à Paris aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères, dans le volume 152 des *Mémoires et Documents, Espagne 1808-1835* (document 43, fol. 123-128). Nous le reproduisons *infra*.

16. Cf. Mercader Riba, *op. cit.* p. 176-177. On consultera également avec profit d'autres travaux de Mercader Riba : *Barcelona durante la ocupación francesa (18081814)*, Madrid, 1949 ; "Las divisiones territoriales napoleónicas en el Principado de Cataluña" in *Estudios geográficos* X, 1949, nº 35, p. 251-298 ; et "L'oficialitat del català sóta la dominació napoleònica" in *Butlletí de la Societat Catalana d'Estudis Històrics*, II, 1953, p. 7-22.

17. Cf. Mercader Riba, "La ideología dels catalans del 1808" in *Anuari de l'Institut d'Estudis Catalans*, 1953.

18. C'est ainsi que Llorente, dans ses *Memoires pour servir à l'histoire de la révolution d'Espagne* publiées, à Paris, et en français et en espagnol de 1814 à 1819, n'hésita pas à parler de "la politique de Napoléon, souvent erronée et peu solide" (p. 182 du tome I de l'édition en français publiée chez J.G. Dentu. Une étude diachronique des jugements portés par les anciens "Afrancesados" sur Napoléon, sa personnalité et sa politique serait assurément du plus haut intérêt.

19. Article 11 de la Constitution de 1812.

20. (Primera) *Carta de un Español liberal residente en París a otro que se halla en Madrid*, Paris, Herman, 1820, p. 2, n.

21. *Conversaciones entre Cándido y Prudencio sobre el estado actual de España. Las publica su redactor Don Juan Antonio Llorente... Conversación sesta sobre la división de provincias conforme a la Constitución*, Madrid, imprenta que fue de Fuentenebro, in-8º, 72 p.

22. *Op. cit.* p. 4 et p. 23.

23. *Los Realistas en el trienio constitucional (1820-1823). Presentación de Federico Suárez Verdeguez*, Pamplona, 1958.